

8 FÉVRIER LE PST S'OPPOSE AU RENOUVELLEMENT ET À L'EXTENSION DES ACCORDS DE LIBRE CIRCULATION

L'union des peuples plutôt que celle des marchés

Valentino Vanoli et Leo Schmid expliquent la position du Parti suisse du Travail sur les Bilatérales.

Le Neuchâtelois Valentino Vanoli est membre du comité central du PST/POP. Enfant d'immigrés italiens en Suisse, il ne se reconnaît pas dans ces accords de libre circulation au seul service des patrons.

Vous défendez un non au renouvellement des accords de libre-circulation et leur extension à la Bulgarie et la Roumanie. Quelles sont les raisons de ce non?

VALENTINO VANOLI A la lecture du message du Conseil fédéral pour ces élections, on se rend compte que la libre circulation telle qu'elle est défendue par le gouvernement et l'économie n'a finalement pas d'autres buts que de renforcer l'économie libérale sur la base d'une concurrence entre les travailleurs. Dans ces accords, l'objectif de la Suisse, c'est surtout de faire venir des travailleurs qualifiés en provenance de l'Union européenne. Or, comme dans le cas des infirmières, on fait venir du personnel bien formé, qui va manquer dans leur pays d'origine, plutôt que de se demander pourquoi on en forme si peu en Suisse, tout en ne les rémunérant pas à la hauteur de leur tâche. En ce qui concerne les secteurs moins qualifiés, le but est de les payer au minimum légal, en les exploitant sur le marché suisse. L'obtention d'un permis de travail est dans tous les cas une condition obligatoire pour venir travailler. On est finalement loin d'une libre circulation favorable aux travailleurs.

Pour la gauche de résistance, la mise en place de mesures d'accompagnement sérieuses pour éviter le dumping salarial est prépondérante. Or, concrètement on a peu d'exemples de sanctions contre des patrons profiteurs. Pour finir, le parlement et le Conseil fédéral ont contourné le peuple, en proposant un paquet ficelé sur le thème du renouvellement des accords et leur extension. Ce



Libre circulation ou libre exploitation? (Interfoto)

qui aboutit à un chantage indigne sur la nécessité d'accepter ce paquet d'accords.

En refusant ces accords de libre circulation, ne craignez-vous pas qu'il soit perçu comme un «non» xénophobe?

En tant que militant de gauche, c'est bien entendu l'élément qui nous rend le plus mal à l'aise. Mais c'est un argument fallacieux. Nous ne sommes pas opposés à la libre circulation, même en provenance de la Roumanie ou de la Bulgarie, au contraire du Conseil fédéral qui veut contingentier les travailleurs de ces pays. Pour nous, la question essentielle est simplement d'avoir des règles précises et protectrices pour les salariés sur le marché du travail.

En fait, le souci de la droite n'est pas de permettre à des personnes de se déplacer entre l'UE et la Suisse, mais seulement de servir ses intérêts économiques. La Suisse a besoin de main-d'œuvre et l'UE a des intérêts avec le marché helvétique. Nous sommes bien loin d'une Europe des peuples! De plus, il est frappant de constater que tous les comités pour le oui - dont ceux de gauche - ne parlent pratiquement qu'un seul langage dans la défense de ces accords: celui de l'économie et des

finances. Est-ce à nous de soutenir ce point de vue, d'avoir peur pour les intérêts du capital et de défendre la concurrence si profitable à l'économie suisse? J'en doute. Une fois de plus, je ne vois

pas bien où se situe l'humain là-dedans? C'est se laisser abuser que de croire que l'on va défendre la cause des migrants par un «oui» le 8 février. Ce choix ne défend que le système capitaliste et je crois qu'il est temps pour la gauche ici et dans l'UE de revendiquer autre chose que toujours le moindre mal.

En cas de victoire du non, comment la gauche doit rebondir?

Le non ne serait pas une catastrophe pour la Suisse comme l'annonce le Conseil fédéral ou les milieux économiques. D'autant plus que le gouvernement sait parfaitement contourner les votes populaires, comme on a pu le constater dans l'ouverture du marché de l'électricité refusée par le peuple,

mais relancée par les autorités. S'il y a un refus, il faudra l'interpréter en lien avec la peur des travailleurs de perdre leur emploi ou celle des PME d'être confrontées à des concurrents qui pratiquent la sous-enchère. Il faudra alors prendre en compte ces peurs pour se mobiliser et aller vers une Europe et une Suisse plus sociales et démocratiques. Pour l'Union européenne, c'est d'autant plus le moment d'un changement que la plupart de ses citoyens voient leur salaire baisser, les coûts de la vie augmenter avec l'instauration de l'euro et les licenciements devenir plus fréquents, alors que les centres de décision s'éloignent de plus en plus de leurs lieux de vie pour se centraliser à Bruxelles.

PROPOS RECUEILLIS PAR JOËL DEPOMMIER

«Nous voulons les meilleurs accords pour les travailleurs»

Leo Schmid est tessinois et secrétaire national du PST/POP. Défendant le non aux accords de libre circulation, il estime que la Suisse peut rebondir en cas de refus des accords le 8 février.

En cas de non à la libre circulation, la menace de la mise en application de la clause guillotine qui ferait tomber tous les accords bilatéraux de la Suisse avec l'Union européenne est agitée par les tenants du oui. Comment faire face à ce risque?

LÉO SCHMID Cette menace est avant tout un moyen tactique pour faire passer le oui. C'est aussi un argument qui ressemble à du chantage de la part de la droite et des milieux économiques. Toujours est-il que personne n'explique pourquoi l'UE appliquerait effectivement cette clause. L'Union a beaucoup à perdre en remettant, par exemple, en cause, l'accord sur les transports terrestres qui a ouvert le marché du transport routier et qui permet aux camions de quarante tonnes européens de traverser la Suisse. Pour le PST/POP, un refus permettrait justement de réactiver ces accords,

d'en négocier de meilleurs pour les travailleurs, en renforçant leur protection. Ou en matière de formation, notamment en limitant les contraintes de la déclaration de Bologne.

En cas de non, faut-il réactiver une adhésion de la Suisse à l'Union européenne?

Si l'on est contre la logique néo-libérale de ces accords, pourquoi faudrait-il adhérer à l'Union, qui est finalement le fer-de-lance de cette politique. Nous avons toujours été favorables à une Europe qui soit l'union des peuples, plutôt que celle des marchés et de la dérégulation, telle qu'elle se présente aujourd'hui.

En matière de relation avec l'UE, nous sommes pragmatiques. Nous ne croyons pas comme l'idéalise l'UDC que la Suisse peut survivre seule en dehors de l'Europe, quasiment en autarcie. Nous sommes donc pour la voie bilatérale, mais nous refusons les accords bilatéraux tels que les ont négociés le Conseil fédéral et la droite. Nous voulons les meilleurs accords possibles pour les travailleurs. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. La bourgeoisie suisse a su défendre le secret bancaire suisse, mais elle n'a rien fait pour la protection des travailleurs en Suisse. Les accords peuvent et doivent être renégociés.

PROPOS RECUEILLIS PAR JDR

REGARD EXTÉRIEUR INTERVIEW DE DAVID TALERMAN

«Les Bilatérales profitent à tous»

L'universitaire français a écrit des guides pour les travailleurs frontaliers en Suisse.

David Talerman a été pendant longtemps un frontalier. Formé en marketing à l'Université Dauphine à Paris, il a vécu 6 ans dans le canton de Vaud, travaillant notamment à la Banque cantonale vaudoise. Il est aussi auteur du livre *Travailler et vivre en Suisse: guide pratique pour les résidents et frontaliers* et co-auteur de *Décrocher un emploi en Suisse: projet professionnel, CV et entretiens d'embauche*.

Comment, en tant qu'observateur extérieur, abordez-vous le scrutin du 8 février, alors que la crise économique risque d'influer sur le vote?

DAVID TALERMAN Mon avis est que la Suisse a intérêt à accepter cet accord, du fait que 80% des échanges économiques suisses se font avec l'Europe. Le SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie) estime que, depuis 2002, les Bilatérales ont permis la création de 150'000 emplois, dont la moitié a été pourvue auprès de résidents. Cette croissance représente une augmentation du PIB de 5 milliards de francs, ce qui a bénéficié à l'ensemble de l'économie et donc à tous. De plus, dans le paquet des Bilatérales, il ne faudrait pas focaliser uniquement sur le sujet de la libre circulation. Le volet économique, qui fait l'objet d'autres accords (accord sur les obstacles techniques au commerce, sur le transport...), n'est pas... neutre. En cas d'un refus, l'entier de ces accords serait invalidé (effet guillotine). La Suisse devrait alors renégocier avec tous les Etats de l'Union européenne ses accords commerciaux. Cela prendra du temps et pourrait réduire les avantages que la



David Talerman (DR)

Suisse a pu obtenir dans le passé. Aujourd'hui, il y a une forte pression de l'Allemagne ou de la France pour mettre fin aux aménagements de la fiscalité de l'épargne des étrangers et lutter contre l'évasion fiscale ou pour s'attaquer aux avantages de la fiscalité suisse pour les entreprises. Ces décisions ne sont malheureusement pas de nature à apaiser l'opinion publique, et pourraient influencer sur le vote.

Malgré tout, Les Suisses sont très pragmatiques. J'ai dû mal à croire qu'ils fassent voler en éclats ces accords, ce qui pourrait mettre en danger l'économie du pays. La crise économique va peut-être influencer sur le vote, mais je crois

aussi qu'il serait anormal de profiter du travail des étrangers en temps d'embellie et leur faire porter la faute en temps de mauvaise conjoncture.

Que répondez-vous à ceux qui disent que l'afflux de frontaliers amène du dumping salarial?

Dans les régions frontalières comme Genève ou Bâle, tout le monde s'accorde à dire que les travailleurs étrangers ont eu un rôle important et significatif dans le développement économique de la région. En ce qui concerne le dumping salarial, je renverrai à l'enquête générale sur les salaires, publiée par l'Office fédéral de la statistique. On se rend compte que les travailleurs frontaliers ne sont pas beaucoup moins payés que les travailleurs suisses en moyenne. Pour les postes les plus qualifiés, ils sont même mieux payés que les Suisses. Ce qui contredit la thèse que la libre circulation entraîne forcément le dumping sur les salaires, même si des cas ont été relevés dans certaines branches.

Considérez-vous que les mesures d'accompagnement mises en œuvre en Suisse pour lutter contre la sous-enchère salariale sont suffisantes?

Même si je ne suis pas le mieux placé pour en juger, je constate que les autorités ont identifié le problème depuis la mise en places des accords bilatéraux. Des mesures ont été prises pour contrer le dumping, notamment par la mise en place de contrôles. En matière d'aménagement et d'amélioration, il faudrait peut-être encore renforcer la protection des travailleurs qui dénoncent des cas

de dumping dans leur entreprise.

Que répondez-vous à ceux qui considèrent que la libre circulation ne profite finalement qu'aux patrons?

En tant qu'entrepreneur, je dirais que cet argument me paraît précieux. A partir du moment où l'économie va bien, tous les travailleurs en profitent et pas uniquement les employeurs, que ce soit par la création d'emploi ou la hausse des salaires qui ont un impact direct sur la création de richesse du pays. Il faut aussi être conscient que le travail des étrangers permet de financer et de renforcer les assurances sociales ou la prévoyance professionnelle par le biais des cotisations.

«L'Europe doit inventer un modèle social»

Faut-il aller vers un salaire minimum européen? Qu'en est-il d'un modèle d'Etat social à l'échelle européenne?

Il y a un vrai problème de différentiel de coûts de la vie entre, par exemple, des pays comme le Portugal ou l'Angleterre. Ce qui fait qu'il est difficile d'imaginer un salaire minimum à l'échelle européenne. Le vrai problème déontologique réside surtout dans le fait qu'on trouve de trop fortes inégalités entre riches et pauvres à l'intérieur de chaque pays. Concernant le modèle social à l'échelle européenne, on en est encore loin, chaque pays prenant des mesures différentes. On sait cependant que certaines aides sont plus efficaces que d'autres. Ainsi, économiquement, il semble préférable d'aider les familles

défavorisées. Celles-ci ont en effet tendance à investir les aides dans la consommation plutôt que dans l'épargne (ce qui possède un effet positif sur l'économie), au contraire des classes privilégiées.

L'Europe doit sans contester inventer un modèle social européen, un modèle intelligent. Pour moi, qui suis de sensibilité centriste, tout est question de dosage: il faut savoir éviter les excès aussi bien du libéralisme à outrance que ceux du protectionnisme. Pour y arriver, il faut que les Etats travaillent en commun. Dans les bilatérales, on a finalement un cadre pour ce genre de discussions.

Considérez-vous finalement que la Suisse doit adhérer à l'UE?

Beaucoup d'Européens ne sont pas complètement satisfaits de la façon dont fonctionne l'Europe, notamment du fait de son bureaucratisme ou de son éloignement des citoyens. En tant que démocratie semi-directe, fière de l'autonomie de ses cantons ou de ses communes, la Suisse aurait à perdre politiquement de son adhésion, en matière d'autonomie politique. Economiquement, elle aurait sans doute plus à gagner, d'autant plus que l'UE montre des signes d'agacement face à de nouvelles négociations bilatérales avec la Suisse, ce qui pourrait fragiliser le pays dans le futur. En étant à l'intérieur de l'UE, la Suisse pourrait également échapper aux attaques que mènent les grands Etats contre les pays qui proposent des avantages fiscaux concurrentiels.

PROPOS RECUEILLIS PAR JDR